

**Le ministre de l'économie György Matolcsy a enfin dévoilé le plan d'action gouvernemental pour atteindre trois objectifs : réduire la dette souveraine et le déficit budgétaire, tout en relançant l'économie hongroise. Un plan avec des objectifs ambitieux mais dont les détails de la réalisation n'ont pas été dévoilés... si tant est qu'ils existent.**



György Matolcsy et Viktor Orban (photo

: [www.168ora.hu](http://www.168ora.hu))

Ramener le déficit budgétaire dans les clous prévus par Bruxelles, à 2,2% du PIB d'ici 2013, réduire la dette souveraine du pays actuellement de 80% du PIB à 65-70%, créer 300.000 emplois et atteindre un niveau de croissance de 4-6% d'ici fin 2014. Tels sont les objectifs pour le moins ambitieux que s'est fixé le gouvernement hongrois.

M. Matolcsy n'a en revanche pas dit grand-chose de concret sur la façon dont il compte s'y prendre pour y parvenir. On sait quel plat veut servir le gouvernement à l'horizon des prochaines élections, mais on n'en connaît pas la recette. M. Matolcsy a indiqué « à la louche » que les coupes budgétaires suivantes seraient réalisées : sur les retraites (129 milliards HUF), les transports publics (60 milliards HUF) et le remboursement des médicaments (120 milliards HUF). Les taxes sur le secteur bancaire mises en place provisoirement pour contrer les effets de la crise seront maintenues. Avec ce paquet de mesures, le gouvernement prévoit de rééquilibrer le solde budgétaire de 550 milliards HUF en 2012 puis 900 milliards HUF en 2013 et 2014. Pour plus de détails, il faudra repasser...au 1<sup>er</sup> juillet.

### **Des promesses de campagne à la réalité**

« *L'action de l'Etat doit être moins couteuse et plus efficace, en servant l'intérêt public tout en diminuant la dette et non en l'augmentant* », a déclaré le ministre de l'économie, sans détailler précisément, ici non plus, comment il comptait réussir cette prouesse d'améliorer les services publics en diminuant leurs ressources...

« Austérité ». C'est un mot banni du vocabulaire gouvernemental et c'est bien compréhensible car étrangement, pendant sa campagne électorale l'an dernier, la Fidesz n'avait pas retenue l'option de la poursuite de la cure d'austérité mise en place sur le tard par les socialistes. Mais c'est pourtant bien à cela que ressemble la voie que la Fidesz est contrainte d'emprunter pour espérer relancer la croissance.

Parmi d'autres réformes, le gouvernement prévoit aussi de faire inscrire dans la prochaine Constitution un niveau maximal pour la dette et de réduire le nombre de députés au parlement de 386 à 200. De façon symbolique, le train de vie de ces messieurs-dames du gouvernement devrait être ralenti, les ministres et secrétaires d'Etat voyant leur salaire réduit de 15% tant que la dette ne sera pas descendue sous le seuil de 65% du PIB. Une promesse qu'avait déjà faite Viktor Orban à l'été dernier...mais qui n'a toujours pas été tenue. Un geste magnanime évidemment destiné à

apaiser la rancœur du peuple qui ne s'attendait peut être pas à ce qu'on lui refasse le coup de 2006, quand les socialistes avaient annoncé un programme d'austérité quelques semaines seulement après une campagne électorale riches en promesses d'un avenir radieux et sans contreparties.

**Articles liés :**

[Orbán présentera ses réformes le 15 mars](#)

[« Le FMI doit changer de point de vue »](#)

[Le parlement adopte le budget 2011, Fitch dégrade la note de la Hongrie](#)

[Le budget « Fidesz » 2011 anéantit le Conseil Fiscal](#)

[Budget 2011 : L'Etat hongrois prend l'argent là où il est !](#)

[Taxes : pour Orbán, il n'y a plus de petites économies](#)

[Taxes « anti-crise » : Finances, Energie et Services en première ligne](#)

[Taxes spéciales : la deuxième offensive d'Orbán](#)

[L'OCDE moins optimiste que le gouvernement sur la croissance et le déficit](#)